

Décision n°8/2023/AJ



**DÉCISION N°8 DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
PRISE EN VERTU DE LA DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A M. LE PRÉSIDENT PAR DELIBERATION N°123/20 DU 24 SEPTEMBRE 2020 MODIFIEE PAR
LES DELIBERATIONS N° 9/21 DU 11 MAI 2021, N° 174/21 DU 29 JUIN 2021
ET N°198/22 DU 8 JUILLET 2022**

**PORTANT SUR LA DECISION CONCLURE UNE CONVENTION POUR LA FIXATION
D'HONORAIRES DU CABINET D'AVOCATS
« SCP GASCHIGNARD-LOISEAU-MASSIGNON »**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-10, L 5211-1, L 5211-3, L 2131-1, R 2122-7-1 et R 2121-9 du CGCT,

Vu le procès-verbal de l'élection de M. Eric CORREIA, Président de la Communauté d'agglomération du Grand Guéret, en date du 10 juillet 2020,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire n° 123/20 des 24 Septembre 2020, n° 91/21 du 11 mai 2021, n° 174/21 du 29 juin 2021 et n° 198/22 du 8 juillet 2022 concernant les délégations du Conseil Communautaire accordées à M. le Président pour la durée du mandat,

Considérant les courriers du Vice-Président en charge des ressources humaines de la Communauté d'agglomération du Grand Guéret décidant d'accorder la protection fonctionnelle de la Communauté d'agglomération du Grand Guéret à deux agents en date du 25 Octobre 2021,

Considérant la convention d'honoraires signée entre la Communauté d'agglomération du Grand Guéret et la SCP d'avocats CGCB et Associés le 12 Novembre 2021 et son avenant le 14 Février 2022,

Considérant la procédure devant la Cour de cassation engagée suite au jugement rendu par le Tribunal de Police de Guéret,

Considérant la décision des deux agents de choisir comme avocat en cassation la SCP « GASCHIGNARD, LOISEAU, MASSIGNON » située 12 rue Sainte-Anne - 75001 Paris,

Considérant que la SCP « GASCHIGNARD, LOISEAU, MASSIGNON » a proposé une convention en vue de fixer les honoraires d'intervention dans le cadre de cette protection fonctionnelle,

DÉCIDE

Article 1^{er} : de conclure et de signer une convention d'honoraires avec le cabinet d'avocats SCP « « GASCHIGNARD, LOISEAU, MASSIGNON » ».

Article 2 : Cette décision prend effet à compter de sa signature, de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa mise en ligne sur le site internet de la Communauté d'agglomération. Cette décision sera publiée au registre des délibérations.

Article 3 : Le Président rendra compte de cette décision à la plus proche réunion du Conseil Communautaire.

Article 4 : La présente décision :

- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (article L411-7 du Code des relations entre le public et l'administration),
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges ou sur le site télérécourse citoyens www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Président si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 5 : Le Président de la Communauté d'agglomération, la Directrice Générale des Services, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Guéret, le 17 FEV. 2023

LE PRÉSIDENT



M. ERIC CORREIA